RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ELECTIONS LÉGISLATIVES des 4 et 11 MARS 1973

2me Circonscription de la Mayenne

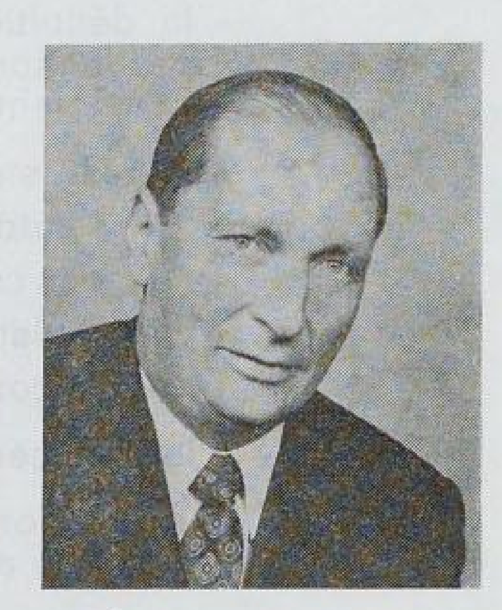


Jean ARTHUIS

Expert-Comptable
Maire de Château-Gontier

Henri BOIVIN

Agriculteur
Maire de St-Laurent-des-Mortiers



Les candidats du MOUVEMENT RÉFORMATEUR

Electrices, Electeurs,

Le pays, entend-on dire, se porte bien. Les pouvoirs publics, se référant aux statistiques, se croient autorisés à afficher leur satisfaction. Cette situation ne peut que choquer tous ceux qui militent pour une plus grande justice sociale et pour un développement équilibré de l'ensemble du territoire national.

La Mayenne, nous le constatons chaque jour, se dépeuple ; les perspectives, au surplus, sont alarmantes. La majorité sortante clame son mérite en tentant vainement de dissimuler ses querelles internes, d'étouffer les scandales qu'elle a tolérés, de masquer son incapacité à résoudre nos vrais problèmes.

Après quinze ans de pouvoir U.D.R., les Français en général, les Mayennais en particulier, aspirent au changement, changement profond mais dans le calme. Il faut mettre l'État au service de l'homme et non asservir l'homme à l'orgueil de l'État ou au collectivisme. Il faut affecter l'argent public à l'amélioration du bien-être de chacun, à sa formation, aux équipements collectifs.

L'exercice de nos mandats de maire nous a donné de multiples exemples de carence administrative, d'indifférence à nos difficultés. Ces constats nous ont déterminé à faire acte de candidature. Il faut le changement dans la politique du pays.

Avec les Réformateurs, nous nous engageons devant vous à lutter pour des objectifs de progrès économique et social équitablement répartis, au profit de tous.

Tous les hommes doivent pouvoir vivre dans la dignité, ce qui suppose :

— un effort prioritaire pour améliorer le sort des personnes âgées ;

— la garantie d'un revenu minimum de 1 000 F par mois ;

— le développement des télécommunications ;

— la construction d'hôpitaux, d'établissements scolaires, d'équipements sportifs ;

— la vitalisation du monde rural menacé de dépeuplement ;

— l'humanisation des relations dans l'entreprise.

La responsabilité de tous ces équipements sera décentralisée dans le cadre du pouvoir régional de gestion. Il importe de réconcilier, en les rapprochant, le citoyen et l'instance de décision. Ainsi, la création de sections de formation professionnelle dans les collèges d'enseignement technique devra être décidée, non plus par l'Administration, d'en haut, aveuglément et arbitrairement, mais arrêtée localement, au terme d'une concertation entre les élus, les responsables syndicaux et les représentants de groupes socio-professionnels.

Sur le plan local, nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour obtenir :

— la définition et l'application d'une politique agricole cohérente privilégiant les productions animales (viande et lait) et assurant des débouchés réguliers et suffisamment rémunérateurs aux éleveurs ;

— la mise en place de structures favorisant l'emploi des jeunes et des femmes :
  — l'autoroute au sud de Laval et avant 1978 ;
  — des centraux téléphoniques permettant le raccordement de nouveaux abonnés ;
  — l'adaptation de la formation professionnelle aux besoins locaux ;
  — la construction de logements sociaux locatifs ;

— le financement des équipements ruraux.

— la création de postes de conseillers sociaux, au service des individus dans leurs rapports avec les administrations sociales et fiscales.

Qu'a-t-on fait, depuis cinq ans, pour enrayer l'exode, le dramatique dépeuplement de nos communes ?

Nous ne sommes pas résignés. Nous entendons porter remède à cette situation dangereuse.

Notre environnement doit être protégé contre une urbanisation affairiste et contre toutes les formes de pollution. Notre monde rural doit être un secteur dynamique de notre économie, il importe de le promouvoir.

Pour réaliser ce programme social et humain, nous cesserons de ruiner la France en dépenses de prestige, car aucun pays de notre dimension ne peut prétendre résoudre seul les problèmes essentiels de sa défense et de son développement économique.

Il est urgent de faire l'unité politique de l'Europe. C'est le seul moyen de nous rendre véritablement indépendant vis-à-vis des deux grands blocs : les États-Unis, d'une part, et l'U.R.S.S., d'autre part.

Pour une véritable Démocratie sociale, pour le développement économique de la Mayenne, pour corriger la tendance actuelle, pour mettre un terme au dépeuplement, nous vous demandons de voter Réformateur.

Le Candidat

Jean ARTHUIS

28 ans - Marié

Expert-comptable
Maire de Château-Gontier
Diplômé de l'École Supérieure de Commerce de Nantes
et de l'Institut d'Études Politiques de Paris.

Le Suppléant

Henri BOIVIN

47 ans - Marié, 4 enfants

Agriculteur
Maire de Saint-Laurent-des-Mortiers
Président du Centre de Comptabilité
et d'Économie Rurale de la Mayenne.
Président de la Caisse Locale du Crédit Agricole de Bierné.

IMP. IND. CH. - GONTIER